

Val-d'Or, le 31 juillet 2018

À : M^{me} Pascale Labbé
Ministère de la Justice

c.c. : M^e Marie-Paule Boucher, Représentante de la Procureure générale du Québec
M^e Denise Robillard, Représentante de la Procureure générale du Québec
M^{me} Deirdre Geraghty, Représentante de la Procureure générale du Québec
M^{me} Audrée Ross, Ministère de la Justice

De : M^e Marie-Andrée Denis-Boileau, Procureure

Objet : Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès*

Dossier : DGP-0200-C

Madame Labbé,

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) s'intéresse aux **mesures destinées aux accusés et victimes autochtones en lien avec des infractions à caractère sexuel ou de violence conjugale et familiale.**

Afin d'avoir un portrait de la situation, nous avons fait parvenir une demande le 6 juin dernier. Par la présente, nous souhaitons préciser certaines informations additionnelles que nous souhaitons obtenir.

En réponse à la **question 2**, vous nous détaillez les activités de SOS violence conjugale, ainsi que les spécificités de leurs services pour les personnes autochtones. Afin d'avoir un portrait complet de la situation, nous vous invitons à nous préciser le rôle du ministère de la Justice dans les activités de ces deux organismes, notamment au niveau du soutien, des ressources, du financement, etc.

Nous vous demandons de répondre à la présente dans un délai de **cinq (5) jours**. Si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel à jacinthe.poisson@cerp.gouv.qc.ca.

Pour ce faire, vous pouvez procéder par courriel à nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca. S'il s'agit de documents confidentiels, nous vous proposons de mettre à votre disposition notre plateforme de Partage sécurisé de documents (PSD). Si cette proposition vous convient, veuillez nous l'indiquer par courriel à nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca afin que nous vous fassions suivre la procédure à cet effet. Enfin, si vous préférez nous les adresser par la poste, veuillez nous les faire parvenir par messagerie à l'adresse suivante :

M^{me} Nicole Durocher

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Également, vous avez la responsabilité de nous aviser lorsque les documents ou les renseignements transmis en réponse à la présente ont un caractère confidentiel ou privilégié. Nous vous invitons donc à nous en faire part par écrit et à contacter, au besoin, le procureur en charge du dossier afin d'avoir une discussion sur l'utilisation qui pourra être faite desdits documents ou renseignements.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agréer, Madame Labbé, nos plus sincères salutations.

M^e Marie-Andrée Denis-Boileau

Procureure / Counsel

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès



600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Tél.: 819 354-4014

marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

  @cerpQc

De: pascale.labbe@justice.gouv.qc.ca
Envoyé: 13 août 2018 15:47
À: Durocher, Nicole
Cc: Audrée Ross; Deirdre Geraghty; Marie-Paule Boucher; Sophie Joncas; Denis-Boileau, Marie-Andrée
Objet: Réponse à la demande /DGP-0200-C

Bonjour,
Voici la réponse à la demande de précision DGP-0200-C.

Le rôle du ministère de la Justice à l'égard de ces deux organismes est :

- d'octroyer une aide financière pour leur permettre d'offrir une permanence téléphonique à l'intention des victimes de violence conjugale et de violence sexuelle;
- d'assurer un support technique et professionnel pertinent à leurs activités. À titre d'exemple, le ministère de la Justice assure l'utilisation d'une ligne in-Watt et l'impression de dépliants d'information.

Nous demeurons disponibles pour toute autre question.
Bonne fin de journée,

Pascale Labbé
Bureau des affaires autochtones
Ministère de la Justice
418 646-5580, poste 20963



Avis de confidentialité: Ce message est confidentiel. Il est à l'usage exclusif du destinataire ci-dessus. Toute autre personne est par les présentes avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer ou de le reproduire. Si le destinataire ne peut être joint ou vous est inconnu, nous vous prions d'en informer immédiatement l'expéditeur par courrier électronique et de détruire ce message et toute copie de celui-ci.